

**Commentaires de la société Afone Infrastructure dans le cadre de la consultation publique de l'ARCEP**

**« Attribution de fréquences de la bande 3410-3460 MHz pour le très haut débit radio en France métropolitaine »**

Dans sa précédente consultation publique lancée le 6 janvier 2017, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après « **l'ARCEP** » ou « **l'Autorité** ») interrogeait les acteurs du secteur sur les usages possibles dans plusieurs bandes de fréquences disponibles, et notamment la bande 3410-3460MHz, en particulier en matière de services très haut débit (ci-après « **THD** »).

Dans le cadre de cette dernière, la société Afone Infrastructure (ci-après « **Afone Infrastructure** ») avait fait part de ses commentaires dans la mesure où elle considérait qu'il était fondamental qu'une partie des bandes soumises à la consultation publique puisse être utilisée aux fins de la mise en œuvre de services d'accès fixe à Internet à très haut débit fournis par voie hertzienne (ci-après « **THD radio** »), notamment la bande 3410-3460 MHz.

En effet, Afone Infrastructure envisage de développer le réseau Wifilib et les services associés en commercialisant des services d'accès à Internet THD auprès d'une clientèle résidentielle et professionnelle en utilisant la technologie TD-LTE. [SDA].

A la suite de cette consultation, l'ARCEP a confirmé son intention de permettre l'utilisation de la bande 3410-3460 MHz pour la fourniture par voie hertzienne d'accès fixes à Internet THD dans les zones où les solutions filaires ne seront pas disponibles à court ou moyen terme.

Dans sa consultation publique du 13 juillet 2017, l'Autorité interroge de nouveau les acteurs sur (i) un document décrivant les modalités d'attribution des fréquences de la bande 3410-3460 MHz et (ii) un projet de décision limitant l'usage de la bande 3410-3460 MHz en France métropolitaine à la fourniture de services d'accès fixe à Internet.

C'est dans ce contexte qu'Afone Infrastructure entend porter à l'attention de l'Autorité les commentaires qu'appelle de sa part ces propositions. Si Afone Infrastructure rejoint le choix fait par l'Autorité s'agissant de réserver les fréquences de la bande 3410-3460 MHz aux services d'accès fixe à Internet THD, elle craint que les modalités envisagées par l'Autorité s'agissant de l'étendue géographique des autorisations obèrent fortement les possibilités d'action des opérateurs et partant ne préjudicient à la réussite du dispositif envisagé par l'Autorité (cf. **point 1**). Afone Infrastructure souhaite également appeler l'attention de l'ARCEP sur deux autres éléments de vigilance : la durée des autorisations, d'une part (cf. **point 2**), les critères à prendre en compte dans l'hypothèse d'une procédure de sélection, d'autre part (cf. **point 3**).

## **1. Sur l'étendue géographique des autorisations au sein d'un département**

L'ARCEP indique dans la consultation publique que les autorisations délivrées dans la bande 3410-3460 MHz pour déployer des solutions THD radio ne pourront porter, au sein d'un département, que sur les zones dans lesquelles les réseaux filaires THD ne seront pas disponibles à court ou moyen terme, selon l'information disponible. Sont donc *a minima* exclues du périmètre des autorisations les communes situées dans les zones très denses et la zone moins dense d'initiative privée.

Afone Infrastructure n'est pas favorable à une telle distinction entre les zones.

**En premier lieu**, une telle délimitation risque de fortement complexifier l'utilisation de la bande 3410-3460 MHz et d'induire une forte augmentation des coûts de déploiement, un tel découpage conduisant à multiplier les « petites » zones.

D'une part, sur le plan technique, le découpage envisagé par l'Autorité est susceptible de soulever des difficultés en termes de déploiement. En effet, plus la zone est petite, plus il peut être délicat d'assurer sa couverture du fait (i) du nombre limité de points hauts susceptibles d'être utilisés et (ii) des contraintes de couverture (obligation quant à l'orientation et la puissance des antennes notamment).

[SDA]

D'autre part, la multiplication des équipements en raison des multiples zones engendrera des coûts supplémentaires pour l'opérateur dans la mesure où chaque implantation nécessitera un raccordement à l'électricité, un retour au sol haut débit ainsi qu'une maintenance et une supervision des équipements 24h/24.

**En deuxième lieu**, une telle restriction conduit à méconnaître certains objectifs de régulation que l'ARCEP doit pourtant veiller à respecter dans le cadre de l'exercice de ses attributions. Ainsi, le projet de l'Autorité est susceptible de porter atteinte au principe de neutralité technologique et de services et à la diversité de la concurrence dans les territoires.

D'une part, l'ARCEP entend limiter les zones géographiques sur lesquelles ces fréquences pourront être utilisées en interdisant aux opérateurs intéressés par ces technologies de déployer leurs services dans les zones où ils seraient susceptibles de venir concurrencer le déploiement de la fibre.

Une telle organisation est tout à fait surprenante. On remarquera d'ailleurs qu'aucune restriction comparable ne s'applique pour les autres technologies / bandes de fréquences utilisées pour la fourniture de services de communications électroniques (services mobiles ou services Wifi ou boucle locale radio).

Ce faisant, l'ARCEP entrave le développement des opérateurs concernés.

Cette restriction semble donc disproportionnée, plus encore dans le contexte actuel où un opérateur de premier plan a annoncé son intention de déployer un réseau fibre complet sur fonds privés à l'échelle du territoire, peu important que d'autres réseaux fibres existent par ailleurs.

En outre, alors qu'aujourd'hui les déploiements des services BLR, bien qu'ils n'aient pas été soumis à une telle contrainte, n'ont pas été couronnés de succès, loin s'en faut, il est à craindre qu'en imposant de telles contraintes de restrictions géographiques, l'Autorité obère sensiblement les

possibilités de voir émerger des offres THD radio, pourtant essentielles pour l'aménagement numérique du territoire.

D'autre part, en interdisant le développement d'offres THD radio en présence d'offres FTTH (actuelles ou à venir à moyen terme), l'ARCEP nuit à la diversité de la concurrence sur les territoires dans la mesure où un tel dispositif restreindrait le nombre d'offres proposées à l'utilisateur final (réseau FTTH ou réseau THD radio).

[SDA].

L'émergence de telles offres permettrait donc de stimuler l'ensemble du marché du THD et de proposer à l'utilisateur final un choix plus important d'offres THD.

Au surplus, au regard du déploiement des réseaux filaires FTTH, Afone Infrastructure ne peut que constater que l'ARCEP prend ainsi le risque, notamment dans les zones d'initiative privées, que certains utilisateurs finals restent privés d'offres FTTH pendant encore quelques années alors que la solution radio THD leur permettrait d'y avoir accès dans quelques mois.

En effet, quel que soit le zonage, il peut toujours exister des situations particulières ou spécifiques d'habitat ne permettant pas un raccordement fibre dans des conditions économiques raisonnables. Dans le cadre des RIP FTTH, il est d'ailleurs fréquent qu'un déploiement radio soit prévu en complément du réseau fibre.

Dès lors, en limitant le recours aux fréquences 3,5 GHz pour des services d'accès à Internet fixe uniquement sur les zones dans lesquelles les réseaux filaires THD ne seront pas disponibles à court ou moyen terme, l'ARCEP prend le risque que demeurent durablement des cas isolés ne pouvant bénéficier d'un accès très haut débit.

Selon les termes mêmes de l'accroche qui figurait sur le site Internet de l'Autorité pour annoncer le lancement de la présente consultation publique, cette dernière a pour objectif de « *booster le très haut débit dans les territoires* ». Pour autant, il paraît difficile pour le THD radio de jouer un véritable rôle d'aiguillon ou de booster si son déploiement est réduit à la portion congrue.

**En troisième lieu**, une délimitation entre zones très dense et moins dense d'initiative privée d'une part, et les autres zones d'autre part, ne permettrait pas de répondre de façon compétitive aux demandes des TPE/PME/PMI. En effet, il ressort du parc de clients professionnels d'Afone Infrastructure que de nombreuses PME/PMI/TPE sont multi-sites.

Partant, selon la consultation publique, les opérateurs devront proposer aux entreprises multi-sites une offre mixte avec une offre THD radio sur un de leurs sites en zone rurale et une offre FTTH pour le second site situé, par exemple, en zone moins dense d'initiative privée. Or, par principe, les entreprises ne sont pas enclines à gérer des offres « multi-technologies »

De plus, au regard des conditions financières appliquées par Orange dans le cadre de ses offres de gros (BLOD ou BLOM), il n'est pas possible aujourd'hui pour les opérateurs alternatifs de proposer des offres rentables et compétitives voire attractives pour les entreprises, même sur les zones où le réseau FTTH est déployé ou déployable. Cette situation, qui est démontrée par la dominance d'Orange sur le marché de détail des Offres spécifiques Entreprises et également reconnue par l'Autorité<sup>1</sup>.

Dans le cadre d'une récente interview, le Président de l'Autorité déclarait qu'il souhaitait secouer le cocotier sur le marché entreprises et que la fibre « *peut constituer le cheval de Troie du*

---

<sup>1</sup> <https://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/dossiers/fibre/adm-2017-2020/conclusions-adm-hd-thd-juil2017.pdf>

*développement de la concurrence des télécoms d'entreprises* »<sup>2</sup>. Du point de vue d'Afone Infrastructure, le THD constitue effectivement un levier pour développer la concurrence sur le marché mais à cet égard, tant la fibre que le THD radio doivent être considérés.

Partant, Afone Infrastructure estime qu'il est nécessaire d'étendre le périmètre du THD radio pour assurer la diversité de la concurrence sur l'ensemble des territoires.

\*

**En tout état de cause, si l'intention de l'ARCEP est louable d'accélérer la résorption de la fracture numérique via le déploiement de réseau THD radio dans certaines zones inéligibles au FTTH, la délimitation géographique des autorisations est telle que l'objectif risque de ne pas être atteint (comme cela fut également le cas avec la BLR).**

En effet, aucun opérateur ne souhaitera développer un réseau THD radio uniquement sur les zones inéligibles pour l'heure au déploiement du FTTH dans la mesure où un tel plan d'affaires ne sera pas rentable sauf à demander d'importantes subventions publiques (comme c'est déjà le cas aujourd'hui). Cette délimitation viendrait donc également méconnaître implicitement le principe de bonne utilisation des deniers publics.

**De fait, si l'ARCEP persiste dans cette délimitation, elle pourrait n'avoir que peu de demandes d'autorisation d'utilisation de la bande 3410-3460 MHzGHz de la part des opérateurs.**

Par ailleurs, si l'ARCEP entendait maintenir ce découpage géographique, Afone Infrastructure entend appeler l'attention de celle-ci sur le fait que la délimitation géographique énoncée dans la consultation publique n'est pas précise et le renvoi à la carte de l'observatoire France Très Haut Débit ne permet pas une meilleure indication des zones dont l'ARCEP considère qu'elles devraient seules être éligibles au déploiement d'un réseau THD radio. En conséquence, il semble indispensable que parallèlement à l'adoption de la décision (ou en annexe de celle-ci), l'ARCEP publie une carte des zones sur lesquelles les déploiements des services d'accès fixe à Internet très haut débit via la bande 3410-3460 MHz seront possibles.

---

<sup>2</sup> Interview de S. Soriano au journal La tribune du 11 juillet 2017 <http://www.latribune.fr/technos-medias/telecoms-le-regulateur-promet-un-printemps-du-marche-des-entreprises-743499.html> –

## **2. Sur la durée des autorisations**

S'agissant de la durée des autorisations, l'ARCEP indique que les autorisations de fréquences accordées sur les zones encore non pourvues d'un réseau filaire THD auront pour échéance le 24 juillet 2026, voire plus tôt si le demandeur le souhaite.

Leur renouvellement pourra toutefois tenir compte de l'état des lieux et du rythme des déploiements des autres technologies à très haut débit, notamment FTTH à l'horizon 2026.

En conséquence, Afone Infrastructure comprend qu'il est possible, notamment si le déploiement du FTTH sur une zone s'accélère, qu'il y ait une double couverture THD (i.e. via le réseau FTTH et le réseau radio) sans que cela ne remette en cause l'autorisation attribuée.

[SDA].

Si l'ARCEP envisage d'autres modalités ou modifications de l'autorisation d'utilisation de fréquences, il serait opportun de le préciser dès à présent dès lors que cet élément est susceptible d'avoir un impact significatif sur les plans d'affaires des opérateurs.

En tout état de cause, dans l'hypothèse où l'ARCEP envisage que les deux réseaux coexistent jusqu'à la fin de la durée de l'autorisation d'utilisation de fréquences, ce choix milite pour que, aujourd'hui, à tout le moins lorsque les réseaux FTTH ne sont pas encore déployés dans les zones d'initiative privée ou publique, les opérateurs puissent demander également une autorisation sur ces territoires (cf. *supra*).

## **3. Sur les critères à prendre en compte dans l'hypothèse d'une procédure de sélection**

Afone Infrastructure comprend que dans l'hypothèse où plusieurs demandes seraient effectuées pour une même zone, l'ARCEP entend lancer un appel à candidatures ou une procédure d'enchères en application de l'article L. 42-2 du code des communications électroniques.

A cet égard, Afone Infrastructure entend souligner qu'une procédure d'enchères ou à tout le moins que le prix soit un critère important serait néfaste à la compétitivité sur le marché.

En effet, le modèle économique d'un service THD radio n'étant pas, en général, d'une rentabilité suffisante sans soutien financier public, attribuer une autorisation à un prix substantiel remettrait en cause cet équilibre économique fragile. Afone Infrastructure constate d'ailleurs que la plupart des répondants à la consultation publique précédente « *De nouvelles fréquences pour les territoires, les entreprises, la 5G et l'innovation* » partagent d'ailleurs cette appréciation.

[SDA].

En outre, dans la mesure où le service THD radio a pour objet de palier à la fracture numérique, il ne peut être apporté qu'à des conditions avantageuses pour les utilisateurs finals, ce qui serait nécessairement plus délicat si aux coûts de déploiement et d'exploitation, l'opérateur devait ajouter le coût lié à l'amortissement des montants engagés pour l'obtention des autorisations.

Ainsi, si une procédure de sélection devait avoir lieu, Afone Infrastructure estime qu'il serait plus opportun de fonder cette dernière sur les critères suivants :

- cohérence et crédibilité du projet ;
- cohérence et crédibilité du plan d'affaires (nécessité ou non de subventions publiques) ;

- engagements supérieurs du candidat aux obligations de déploiement et de couverture par défaut prévues par l'ARCEP dans le document ;
- qualité des offres de services de détail ;
- stimulation du marché.

\* \*

\*